

Claudine Amstein

## Les cinq nuages qui planent sur l'économie lémanique



Photo: m.a.d.

**I**l y a eu la fermeture du siège de Merck Serono à Genève l'an dernier: 1250 emplois supprimés. Puis, au printemps dernier, Colgate-Palmolive indiquait qu'il déménageait son siège européen de la ville du bout du lac à Bâle. Fin août, Yahoo faisait savoir qu'il abandonnait Rolle. Direction Londres et Dublin. Début octobre, Philip Morris annonçait une restructuration pouvant toucher jusqu'à 170 emplois en Suisse, dont 140 à Lausanne. La liste n'est pas exhaustive.

Attention, mon propos n'est pas de dramatiser d'emblée: il ne s'agit pas encore d'un mouvement de fond. De manière générale, le nombre d'emplois continue d'ailleurs de croître dans toute la région lémanique. La tendance reste positive.

Faut-il pour autant se contenter d'un haussement d'épaule face à ces départs? Une telle attitude serait peu avisée. La qualité exceptionnelle de nos paysages et de notre cadre de vie ne nous garantissent pas une attractivité économique éternelle. D'autres pays convoitent les mêmes sociétés internationales que nous. De plus, chaque départ ou restructuration découle de causes qui lui sont propres. La concurrence est de plus en plus rude au niveau mondial, dans tous les domaines d'activité. Et nous ne pouvons pas influencer sur ces facteurs.

Nous avons en revanche les moyens de maintenir les conditions de base de notre compétitivité et nous ferions bien d'être attentifs aux

nuages qui s'accumulent désormais très clairement à l'horizon. Voici les cinq plus importants:

- La force du franc: La flambée de notre devise face à l'euro et au dollar a renchéri nos produits (et l'ensemble des charges, notamment les salaires) de l'ordre de 25 à 30 pour cent en l'espace de quelques mois en 2011. Notre monnaie reste aujourd'hui surévaluée et cela pèse sur les marges des entreprises.
- La flexibilité de notre marché du travail: Elle est remise en cause tant par l'initiative 1:12 que celle sur un salaire minimum à 4000 francs par mois. Le partenariat social, force enviée de notre pays, serait affaibli si ces objets passaient la rampe.
- La disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée: L'accord sur la libre-circulation des personnes entre la Suisse et l'Union européenne (UE) subira pas moins de trois violents coups de boutoir l'an prochain: initiatives «stop à l'immigration massive» et Ecopop, remise en cause de l'extension de la libre-circulation à la Croatie. Une limitation des possibilités de recrutement au-delà de nos frontières asphyxierait de nombreuses sociétés, qui pourraient choisir de déménager.
- L'engorgement des routes et des transports publics: Sans investissements rapides dans les infrastructures, la situation pourrait continuer à se dégrader.
- La fiscalité: Le canton de Vaud se distingue par l'un des taux d'imposition des bénéficiaires parmi les plus hauts de Suisse. Il a jusqu'ici pu tirer son épingle du jeu grâce aux régimes spéciaux cantonaux, contestés par l'UE. Ils pourraient disparaître rapidement. Genève, Bâle et Zurich sont également concernés au premier chef par cette perspective.

Il importe de garder à l'esprit ces faiblesses si nous voulons éviter que les mauvaises nouvelles se multiplient. Pour le franc fort, la Banque nationale (BNS) dirige les opérations. Mais pour tout le reste, la balle est dans notre camp, souvent dans les cantons. Mieux vaut anticiper que réparer les dégâts! ■

---

Claudine Amstein, directrice de la CVCI.